



Rapport du Conseil exécutif sur ses cent sixième et cent septième sessions

Rapport du Président

1. Le Conseil exécutif a tenu sa cent sixième session le 22 mai 2000 et sa cent septième session du 15 au 22 janvier 2001. Entre les deux sessions, les membres du Conseil ont participé à une retraite à Hertenstein (Suisse) du 12 au 14 novembre 2000. Les principales conclusions de leurs travaux sont récapitulées ci-après.

CENT SIXIEME SESSION (22 mai 2000)

2. Le Conseil s'est félicité de la nouvelle approche suivie pour l'élaboration du **projet de budget programme** pour 2002-2003, constatant les progrès effectués depuis le débat qui avait eu lieu à sa cent cinquième session. Le rapport présenté aux membres a permis au Conseil d'examiner une année à l'avance les priorités utilisées pour allouer les ressources budgétaires.

3. Comme demandé dans la résolution WHA52.10, un rapport a été soumis au Conseil concernant la destruction des stocks de **virus variolique**, dans lequel étaient exposés les premières recommandations et les plans d'un groupe d'experts établi conformément à la résolution pour fixer les priorités de recherche.

4. S'agissant de la **réunion des Parties intéressées**, les membres se sont félicités qu'il ait été prévu dans les lignes directrices de communiquer les rapports au Conseil. Ils ont noté qu'il était important d'opérer une distinction entre ces réunions et celles des organes directeurs. Il a été suggéré qu'une déclaration à cet effet figure dans les lignes directrices.

5. Les membres du Conseil ont approuvé la procédure présentée pour le suivi des rapports du **Corps commun d'inspection**, les répercussions de ce nouveau système devant être examinées à la cent septième session du Conseil.

6. Après consultation avec les Présidents du Comité de Développement du Programme, du Comité de l'Administration, du Budget et des Finances et de la Commission de Vérification des Comptes, le Président du Conseil a proposé un **mandat** révisé pour ces trois organes, qui a été adopté à titre provisoire (résolution EB106.R1).

RETRAITE (12 au 14 novembre 2000)

7. Pratiquement tous les membres du Conseil ont participé à la retraite qui a eu lieu à Hertenstein, à l'invitation du Gouvernement suisse, et où les discussions ont porté sur quatre grands thèmes : le rôle et les fonctions du Conseil (sur la base d'un rapport établi par le Président) ; le *Rapport sur la santé dans le monde, 2000*, la santé publique et la société civile ; l'effort massif contre les maladies de la pauvreté ; et les liens entre médecine clinique et santé publique. Les membres ont largement soutenu les propositions visant à améliorer le fonctionnement du Conseil, notamment par la communication électronique, une participation plus précoce à l'élaboration de l'ordre du jour et une méthode plus formelle de mise au courant des nouveaux membres, mais ils ont également souhaité un engagement accru pour assurer le suivi des résolutions et des décisions. L'analyse et la discussion du *Rapport sur la santé dans le monde* ont été poursuivies au cours du débat qui a eu lieu à la cent septième session du Conseil (voir paragraphe 13 ci-après). Les membres ont également demandé à être tenus informés des progrès accomplis concernant les initiatives menées contre les maladies de la pauvreté.

8. Des progrès ont manifestement été accomplis dans la mise en oeuvre de l'initiative du Président visant à mobiliser les nouvelles technologies pour faciliter la communication électronique entre les membres avec le lancement d'un forum électronique de discussion et de mise en commun des informations, exclusivement réservé aux membres du Conseil exécutif, et la création, ainsi, d'un « Conseil exécutif virtuel ». Ce service sur Internet offre divers avantages par rapport aux moyens de communication électronique classiques.

CENT SEPTIEME SESSION (15 au 22 janvier 2001)

9. Dans son **rapport**, le **Directeur général** a couvert tout un éventail de questions, allant de la lutte contre la pauvreté par l'amélioration de la santé à l'évaluation de la performance des systèmes de santé, en passant par la santé mentale, l'accès aux médicaments essentiels et le projet de budget programme.

10. La nouvelle présentation du projet de **programme général de travail**, qui couvre une période plus brève, établit des liens étroits avec le budget et définit clairement les priorités, a été examinée par le Comité de Développement du Programme. Le Conseil a adopté une résolution recommandant l'approbation du programme proposé par la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé (résolution EB107.R1).

11. L'un des points importants à l'ordre du jour, le **projet de budget programme pour 2002-2003**, a occupé plus de trois séances. Le Comité de l'Administration, du Budget et des Finances et le Comité de Développement du Programme, qui ont conjointement examiné le projet de budget avant la session et avant son examen par les membres du Conseil, ont apprécié la nouvelle structure stratégique du budget, qui met fortement l'accent sur les priorités et les résultats escomptés. Les observations des membres ont porté surtout sur le renforcement de certains domaines d'activité et sur le moyen d'affiner certains résultats escomptés et indicateurs. Le Conseil a transmis le projet de budget programme à l'Assemblée de la Santé pour approbation.

12. Comme l'avait décidé la Cinquante-Troisième Assemblée mondiale de la Santé (décision WHA53(10)), la **stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant** a été inscrite à l'ordre du jour de la cent septième session du Conseil et un groupe de rédaction a été constitué. Il a fallu de nombreuses heures de travail acharné pour produire le texte d'un projet de résolution soumis à la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé, que le Conseil a adopté lors de sa dernière séance

(résolution EB107.R16). Ce texte de portée très large appelle à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel et les pratiques d'alimentation complémentaire et à améliorer la nutrition des femmes en âge de procréer. Il traite également de la question de l'allaitement chez les mères VIH-positives. Le texte devra également être mis au point sous forme définitive à l'issue d'un examen systématique de la littérature scientifique ainsi que des conclusions et recommandations d'une consultation d'experts.

Questions techniques et sanitaires

13. L'examen du point de l'ordre du jour concernant l'**évaluation de la performance des systèmes de santé** a donné lieu à un débat animé. Bien qu'il ait été généralement admis que le *Rapport sur la santé dans le monde, 2000* a aidé à inscrire la santé au premier rang des préoccupations politiques et sanitaires, l'approche et les méthodes utilisées, et en particulier l'utilisation d'un indice unique de performance, ont été largement débattues. Dans ses observations liminaires, le Directeur général a annoncé les mesures qu'elle comptait prendre pour aider les Etats Membres à évaluer régulièrement la performance de leurs systèmes de santé. Parmi ces mesures figurent l'établissement d'un processus de consultation technique avec la participation des Etats Membres, concernant en particulier les meilleures données et méthodes à utiliser, et la création d'un groupe consultatif composé notamment de membres du Conseil. Ces propositions ont été bien accueillies. Un groupe de rédaction a été chargé de rédiger un projet de résolution qui, après avoir été à nouveau largement débattu, a été approuvé (résolution EB107.R8). Dans ce texte, le Conseil exécutif prend note avec satisfaction des mesures proposées par le Directeur général et lui demande de prendre un certain nombre d'autres mesures, notamment d'entreprendre un examen de la méthodologie d'évaluation de la performance, de consulter les Etats Membres, d'approfondir la recherche en ce qui concerne l'élaboration des indicateurs et d'élaborer un plan pour améliorer la qualité des données.

14. Un long débat a été consacré à l'examen du projet de résolution sur la **sécurité sanitaire mondiale : alerte et action en cas d'épidémie**. Le texte définitif établi par un groupe de rédaction, adopté par le Conseil sous la cote EB107.R13, recommande l'adoption d'une résolution à la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé soutenant les travaux en cours de révision du Règlement sanitaire international et appelant à renforcer les activités de préparation et d'intervention. Il encourage les partenariats visant à mettre en place un système mondial d'alerte et action et le renforcement des capacités épidémiologiques et de diagnostic des pays.

15. Des progrès importants ont été faits dans la mise en oeuvre de la résolution WHA49.1 sur le **renforcement des soins infirmiers et obstétricaux** et il en a été pris acte. Mais la pénurie mondiale d'infirmières et de sages-femmes qualifiées s'aggrave. Les salaires sont bas et les conditions de travail difficiles, en particulier dans les pays en développement. Le Conseil recommande, dans la résolution EB107.R2, que l'Assemblée de la Santé adopte une résolution demandant instamment aux Etats Membres de faire participer le personnel de soins infirmiers et obstétricaux à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de santé à tous les niveaux. La résolution leur demande également de soutenir le recrutement et le maintien de personnels de soins infirmiers et obstétricaux qualifiés et motivés dans le cadre des services de santé et de soutenir le rôle essentiel qu'y jouent ces personnels. Le Directeur général est priée de favoriser une analyse des raisons de la pénurie de personnel qualifié et d'assurer la participation d'experts en soins infirmiers et obstétricaux à la planification sanitaire.

16. Près de 25 ans après la dernière résolution de l'Assemblée expressément consacrée à la **schistosomiase**, le Conseil a examiné un rapport sur cette maladie et sur les géohelminthiases, qui restent les principales maladies parasitaires dans le monde. Le traitement, notamment une chimiothérapie

régulière pour les enfants d'âge scolaire, est particulièrement efficace par rapport à son coût. Le Conseil a adopté le texte d'une résolution qu'il soumet à l'Assemblée de la Santé pour adoption, texte rédigé par un groupe de rédaction (résolution EB107.R12), qui approuve la stratégie de traitement et l'accès à des médicaments unidoses. Il appelle également à de nouveaux partenariats entre un large éventail de secteurs et à soutenir la coordination et les activités de recherche.

17. A sa première session, en octobre 2000, l'organe intergouvernemental de négociation a décidé que seules les organisations non gouvernementales en relations officielles avec l'OMS pourraient participer à ses travaux, mais s'est déclaré intéressé par l'institution d'une procédure accélérée visant à admettre à des relations officielles des organisations non gouvernementales qui souhaiteraient participer aux travaux. Dans sa décision EB107(2), le Conseil a réagi en adoptant une nouvelle procédure visant à accorder ce statut aux organisations non gouvernementales intéressées en admettant provisoirement les organisations répondant aux conditions décrites dans ladite décision.

18. Lors de l'examen du rapport du Directeur général sur la **promotion de la santé**, les membres du Conseil ont salué le regain d'importance accordé par l'OMS à ce sujet, reconnaissant qu'il était essentiel pour les politiques et programmes de santé. Le rapport sera complété avant d'être soumis à la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.

19. Parmi les autres questions examinées figuraient des rapports soumis pour information sur **Faire reculer le paludisme**, la préparation du rapport sur la santé dans le monde de cette année concernant la **santé mentale**, les progrès vers l'éradication de la **poliomyélite** – avec la certification de l'interruption du poliovirus sauvage dans toutes les zones de la Région du Pacifique occidental. Un examen plus détaillé de la question du **VIH/SIDA** a été reporté à la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.

Questions financières et administratives

20. Le Conseil a donné suite à la suggestion qui lui avait été faite à la Cinquante-Troisième Assemblée mondiale de la Santé de proposer une procédure standard pour traiter les demandes des Etats Membres sollicitant des arrangements spéciaux pour le **règlement de leurs arriérés** de contributions. Le mécanisme proposé prévoit que les demandes de rééchelonnement des arriérés et les informations fournies à l'appui de ces demandes devront être soumises au Comité de l'Administration, du Budget et des Finances, qui fera les recommandations voulues à l'Assemblée de la Santé. Une résolution a été transmise à l'Assemblée de la Santé pour adoption (résolution EB107.R3).

21. L'important travail de révision du Règlement financier et des Règles de Gestion financière s'est achevé avec la confirmation des **Règles de Gestion financière** révisées (résolution EB107.R6).¹ Une étape a ainsi été franchie et les textes auront des répercussions importantes pour la modernisation de l'OMS.

22. Dans trois résolutions (EB107.R7, EB107.R9 et EB107.R11), le Conseil a confirmé une série d'amendements au **Règlement du Personnel**. Ceux-ci reflètent les recommandations faites dans le cadre stratégique pour la gestion des ressources humaines, qui découle des politiques adoptées par les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies, des recommandations de la Commission de la Fonction publique internationale et de l'expérience acquise. Les changements portent notamment sur les droits à congé-maladie, le congé de maternité et le congé de paternité (pour ce dernier, la confirmation

¹ Voir document EB107/2001/REC/1, annexe 2.

est introduite à titre provisoire), les nouvelles indemnités pour personnes à charge et une augmentation du nombre de jours de congés officiels, qui passera de 9 à 10 jours.

23. Les **principes directeurs applicables à la collaboration avec le secteur privé** en matière de santé ont été considérés comme de nature à favoriser la transparence et à éviter les conflits éventuels. Toutefois, les membres ont estimé qu'ils devaient encore être affinés et ont prié l'Organisation de continuer à examiner la question, en tenant compte des observations faites lors de la réunion ainsi que d'autres avis qui pourraient être obtenus après consultation des membres du Conseil. Ils ont prié le Directeur général de rendre compte au Conseil à sa cent neuvième session en janvier 2002.

Rôle du Conseil exécutif

24. Des préoccupations ont été exprimées face à la nécessité de rendre plus efficaces les travaux du Conseil et à un certain chevauchement avec les fonctions de l'Assemblée de la Santé. Si un débat approfondi sur toutes les questions et l'utilisation de méthodes telles que les groupes de travail ou de rédaction est incontestablement démocratique, ces procédures ne sont peut-être pas optimales compte tenu du temps dont dispose le Conseil et de ses capacités. L'un des rôles essentiels du Conseil est de se concentrer sur l'activité de l'OMS. Les membres du Conseil devront examiner son rôle et ses fonctions plus étroitement lors de ses sessions futures.

= = =